

L'essentiel en bref

Le volume des affaires du Tribunal fédéral a atteint un nouveau niveau record avec 8029 affaires introduites (année précédente: 7743). 7782 affaires ont été tranchées (année précédente: 7811 affaires). Les procès terminés au cours de l'année écoulée ont duré en moyenne 144 jours (année précédente: 140 jours).

Une révision partielle de la loi sur le Tribunal fédéral est actuellement pendante. S'écartant de l'avis du Tribunal fédéral, le Conseil fédéral a décidé, dans le cadre de la révision partielle en cours, de maintenir le recours constitutionnel subsidiaire. L'Office fédéral de la justice s'est vu confier le mandat de remanier le projet de sorte que le Tribunal fédéral ne soit pas confronté à une importante charge additionnelle de travail. Le Tribunal fédéral considère toutefois que toute charge supplémentaire n'est plus gérable. En effet, une décharge significative du Tribunal fédéral devient toujours plus urgente pour assurer la qualité de la justice.

Durant l'exercice écoulé, huit cours suprêmes cantonales et le Tribunal fédéral ont signé le contrat de collaboration dans le cadre du projet national Justitia 4.0. Le projet vise l'introduction pour la justice en Suisse du dossier judiciaire électronique ainsi que d'une obligation de communiquer par voie électronique pour les autorités et les mandataires professionnels.



TRIBUNAL FÉDÉRAL

| | |
|---|-----------|
| 1. Partie générale | 6 |
| Composition du tribunal | 6 |
| Organisation du tribunal | 8 |
| Volume des affaires | 8 |
| Consultations, prises de position et rapports | 9 |
| Coordination de la jurisprudence | 9 |
| Administration du tribunal | 9 |
| Surveillance des tribunaux de première instance de la Confédération et collaboration avec ceux-ci | 11 |
| Rapports de gestion des tribunaux de première instance de la Confédération | 12 |
| Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH) | 13 |
| 2. Indications à l'intention du législateur | 14 |
| Commission administrative | 14 |
| Cours | 14 |
| 3. Statistiques | 16 |

RAPPORT DE GESTION DU TRIBUNAL FÉDÉRAL 2017

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés au Conseil national et au Conseil des
Etats,

Conformément à l'article 3 de la loi sur le Tribunal fédéral, nous vous adres-
sons notre rapport de gestion pour l'année 2017.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs
les Députés au Conseil national et au Conseil des Etats, l'assurance de notre
haute considération.

Au nom du Tribunal fédéral

| | |
|------------------------|-------------------|
| Le président: | Ulrich Meyer |
| Le secrétaire général: | Paul Tschümperlin |

Lausanne, le 19 février 2018

1. PARTIE GÉNÉRALE

Composition du tribunal

Organes directeurs

Présidence

Président: Ulrich Meyer
 Vice-présidente: Martha Niquille

Commission administrative

Président: Ulrich Meyer
 Vice-présidente: Martha Niquille
 Membre: Yves Donzallaz

Conférence des présidents

Président: Nicolas von Werdt, président de la II^e Cour de droit civil
 Membres: Thomas Merkli, président de la I^{re} Cour de droit public
 Christina Kiss, présidente de la I^{re} Cour de droit civil
 Hans Georg Seiler, président de la II^e Cour de droit public
 Brigitte Pfiffner, présidente de la II^e Cour de droit social
 Marcel Maillard, président de la I^{re} Cour de droit social
 Christian Denys, président de la Cour de droit pénal

Etat-major des organes directeurs

Secrétaire général: Paul Tschümperlin
 Suppléant: Jacques Bühler

Cours

Première Cour de droit public

Président: Thomas Merkli
 Membres: Peter Karlen
 Jean Fonjallaz
 Ivo Eusebio
 François Chaix
 Lorenz Kneubühler

Deuxième Cour de droit public

Président: Hans Georg Seiler
 Membres: Andreas Zünd
 Florence Aubry Girardin
 Yves Donzallaz
 Thomas Stadelmann
 Stephan Haag

Première Cour de droit civil

Présidente: Christina Kiss
Membres: Kathrin Klett
Fabienne Hohl
Martha Niquille
Marie-Chantal May Canellas

Deuxième Cour de droit civil

Président: Nicolas von Werdt
Membres: Elisabeth Escher
Luca Marazzi
Christian Herrmann
Felix Schöbi
Grégory Bovey

Cour de droit pénal

Président: Christian Denys
Membres: Laura Jacquemoud-Rossari
Niklaus Oberholzer
Yves Rüedi
Monique Jametti

Première Cour de droit social

Président: Marcel Maillard
Membres: Jean-Maurice Frésard
Alexia Heine
Martin Wirthlin
Daniela Viscione

Deuxième Cour de droit social

Présidente: Brigitte Pfiffner
Membres: Ulrich Meyer
Lucrezia Glanzmann
Francesco Parrino
Margit Moser-Szeless

Commission de recours

Président: Luca Marazzi
Membres: François Chaix
Alexia Heine

Durant l'exercice écoulé, la charge de président du tribunal a été exercée par *Ulrich Meyer* et celle de vice-présidente par *Martha Niquille*.

La Cour plénière s'est constituée elle-même par décisions des 10 octobre et 22 décembre 2016.

Luisa Gianella, juge suppléante au Tribunal fédéral, a donné sa démission pour fin septembre 2017. *Alexander Brunner*, juge suppléant au Tribunal fédéral, a quitté ses fonctions pour raison d'âge à la fin de l'exercice écoulé. Les élections destinées à pourvoir leurs sièges se dérouleront au cours de la session de printemps 2018.

Le tribunal a définitivement engagé en qualité de greffier, respectivement de greffière: *Lorenz Sieber*, *Eleonor Kleber*, *Franziska Betschart*, *Alexandre Dyens*, *Sarah Straub*, *Diana Oswald*, *Numa Graa* et *Stefan Weber*. Le tribunal a nommé, en tant que nouveau Chef des ressources et Chef du personnel *Lorenzo Egloff*, à ce jour Adjoint du secrétaire général. Il prendra ses fonctions le 1^{er} mai 2018.

Organisation du tribunal

L'organisation du tribunal est restée inchangée au cours de l'exercice écoulé.

Volume des affaires

Les statistiques (p. 16 ss) donnent des renseignements détaillés sur le volume des affaires. Les *affaires introduites* se montent à 8029 unités (année précédente: 7743). Elles ont augmenté de 286 unités, soit 3,7% par rapport à l'année précédente.

Le tribunal a *statué* sur 7782 affaires (année précédente: 7811). Une délibération selon l'art. 58 al. 1 LTF a eu lieu dans 70 cas (année précédente: 78). Le tribunal a reporté au total 3004 affaires à l'année suivante (année précédente: 2748), ce qui donne une moyenne par cour de 429 affaires pendantes (année précédente: 393).

Les affaires introduites et tranchées se répartissent entre les cours de la manière suivante:

| Cours | Introduites | Liquidées |
|---|-------------|-------------|
| Première Cour de droit public | 1322 | 1250 |
| Droits fondamentaux, aménagement du territoire et droit des constructions, droits politiques, droit de cité, décisions incidentes relevant de la procédure pénale | | |
| Deuxième Cour de droit public | 1168 | 1159 |
| Droits fondamentaux, droit fiscal, droit des étrangers, droit public économique | | |
| Première Cour de droit civil | 805 | 769 |
| Droit des obligations, droit privé de la concurrence, propriété intellectuelle, juridiction arbitrale internationale, responsabilité | | |
| Deuxième Cour de droit civil | 1352 | 1399 |
| Code civil, poursuite pour dettes et faillite | | |
| Cour de droit pénal | 1500 | 1481 |
| Droit pénal (y compris les ordonnances de non-entrée en matière ou de classement de la procédure) | | |
| Première Cour de droit social | 937 | 826 |
| Assurance-invalidité, assurance-accidents, assistance, personnel du secteur public | | |
| Deuxième Cour de droit social | 938 | 893 |
| Assurance-invalidité, assurance vieillesse et survivants, assurance-maladie, prévoyance professionnelle | | |
| Autres instances | 7 | 5 |
| Surveillance, juridiction gracieuse | | |
| Total | 8029 | 7782 |

Le *volume des affaires* du Tribunal fédéral, très élevé, a atteint un nouveau niveau record. Par rapport à 2006, soit la dernière année régie par l'ancienne loi fédérale d'organisation judiciaire, les affaires introduites ont augmenté de 736 cas. En se basant sur le système du recours unifié de la LTF, 7293 recours avaient été introduits en 2006. On ne saurait encore parler d'une décharge du Tribunal fédéral, ce qui était cependant le but de la loi sur le Tribunal fédéral (2007). Le nombre des *affaires intro-*

duites a au contraire encore augmenté et atteint un très haut niveau en particulier dans la Cour de droit pénal, dans la Deuxième Cour de droit civil et dans les deux Cours de droit public.

Le nombre des *affaires tranchées* n'arrive pas à suivre pleinement la cadence des affaires introduites (quotient de liquidation de 97%). L'augmentation des affaires pendantes à la Cour de droit pénal a pu être freinée grâce au transfert de forces de travail dans cette cour. Dans la mesure où, dans le même temps, le nombre de dossiers a de manière générale augmenté, les affaires tranchées sont toutefois restées inférieures aux affaires introduites dans cinq autres cours. Le nombre d'affaires pendantes a augmenté à plus de 3000 pour l'ensemble du tribunal et s'est monté à 3004 à la fin de l'année sous revue.

646 décisions ont été rendues par une cour siégeant à cinq juges, 4392 par une cour composée de trois juges et 2744 par un juge unique.

Le tribunal a traité 429 recours constitutionnels subsidiaires déposés séparément d'un recours ordinaire (année précédente: 370). Parmi ces recours, huit ont été totalement ou partiellement admis (année précédente: 8). Le quotient d'admission des recours constitutionnels subsidiaires atteint ainsi seulement 1,9%; le quotient d'admission des recours pour toutes les procédures devant le Tribunal fédéral s'élève à 13,4%.

Le tribunal est arrivé dans l'ensemble à maîtriser le volume des affaires en statuant dans un délai raisonnable, même si la durée moyenne de traitement des affaires n'a cessé d'augmenter légèrement au cours de ces cinq dernières années. La durée moyenne de procédure est passée à 144 jours, soit quatre jours de plus que l'année précédente. A la fin de l'exercice écoulé, 15 affaires pendantes remontaient à plus de deux ans. Le tri des affaires revêt une grande importance afin de liquider dans les règles de l'art et en temps voulu la charge de travail considérable; il est dès lors pratiqué de façon conséquente.

Consultations, prises de position et rapports

Le Tribunal fédéral a été consulté par le Parlement, le Conseil fédéral et l'administration fédérale dans le cadre de 21 *procédures de consultation* concernant des projets de lois et d'ordonnances ou d'*interventions parlementaires* (année précédente: 20). Il a rédigé douze prises de position (année précédente: 8).

Organisation judiciaire fédérale

Les travaux menés dans le cadre de la *révision partielle de la LTF*, qui doivent renforcer la position constitutionnelle du Tribunal fédéral, ont pris du retard. La cheffe du DFJP a annoncé le Message du Conseil fédéral pour l'été 2018. S'écartant de l'avis du Tribunal fédéral, le Conseil fédéral a décidé de maintenir le recours constitutionnel subsidiaire dans le cadre de cette révision. L'Office fédéral de la justice s'est vu confier le mandat de remanier le projet de révision de sorte que le Tribunal fédéral ne soit pas confronté à une importante charge additionnelle de travail. Le Tribunal fédéral considère toutefois que toute charge supplémentaire de travail n'est plus gérable. Une décharge significative du Tribunal fédéral devient toujours plus urgente pour assurer la qualité de la justice. Le Tribunal fédéral pourra s'investir une nouvelle fois dans les prochains travaux législatifs préparatoires de l'administration fédérale.

Coordination de la jurisprudence

Cinq procédures formelles de coordination de la jurisprudence entre les cours selon l'art. 23 al. 2 LTF ont débouché sur une décision des cours réunies, qui a force obligatoire pour la cour appelée à statuer.

La Conférence des présidents a coordonné diverses autres questions juridiques entre les cours.

Administration du tribunal

Juges

Le Tribunal fédéral comptait 38 *juges* (nombre inchangé).

Juges suppléants

Les 19 juges suppléants ont élaboré 156 rapports et propositions (année précédente: 130). Ils y ont consacré 434 jours de travail (année précédente: 322). Les rémunérations des juges suppléants, en incluant les prestations sociales, se sont élevées à 601 000 francs au total (année précédente: 414 000 francs sans les prestations sociales).

Personnel

Par rapport à l'an passé, l'effectif ordinaire du personnel (sans les juges) a augmenté de trois postes nécessaires au projet global de digitalisation de la justice, pour atteindre un total de 281,6 postes.

Sur mandat de la Commission administrative, l'ensemble des services du Tribunal fédéral a fait l'objet d'un audit étendu dans le but de s'assurer que les ressources existantes sont utilisées de manière optimale au regard de l'activité juridique essentielle du tribunal. Le rapport du 5 juillet 2017 a mis en évidence diverses possibilités d'optimisation à court et moyen terme. Les ajustements organisationnels nécessaires sont en cours. Dans le cadre de ces mesures, un poste du Service Information et Documentation juridiques (InfoDoc) a été transféré au pool des greffiers. L'effectif théorique des greffières et des greffiers a par conséquent été augmenté à 132,8 postes.

Le nombre moyen de postes occupés était de 277,8 – respectivement de 129,1 – pour les greffiers.

Informatique

Le vaste projet de digitalisation de la justice se divise en trois parties. Le projet *national* Justitia 4.0 a pour but de créer, pour l'ensemble de la justice suisse, le dossier judiciaire électronique, une plateforme d'échange de données sécurisée («Justitia.Swiss») et les standards nécessaires. Durant l'exercice écoulé, le contrat de collaboration de droit public entre le Tribunal fédéral et huit cours suprêmes cantonales a pu être signé. Début juin, le Tribunal fédéral a soumis à l'Office fédéral de la justice un document de travail contenant des propositions législatives pour les bases légales nécessaires. Le Tribunal fédéral a en outre engagé un chef de projet pour ce projet. Du côté des tribunaux, le projet national est placé sous le patronage de la conférence sur la justice suisse qui comprend le Tribunal fédéral et les cours suprêmes cantonales. Le comité mixte permet d'assurer une étroite collaboration avec le programme HIJP des autorités de poursuite pénale, qui est mené à bien par la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP), le DFJP et le Ministère public de la Confédération.

Le projet eDossier, *interne au Tribunal fédéral*, a pour but la digitalisation complète des dossiers judiciaires du Tribunal fédéral. Le premier module, qui crée les conditions nécessaires à la poursuite de la numérisation, a été introduit au cours de l'année écoulée. En parallèle, le service informatique a avancé dans la programmation de la place de travail électronique du juge avec l'appui d'une entreprise externe. Dans le cadre de ce processus de digitalisation, la Cour plénière a décidé le 25 septembre de permettre également le travail mobile aux membres du tribunal intéressés. Cet accès à l'environnement de travail personnel sera réalisé à moyen terme en tant que module indépendant.

Le troisième projet vise l'introduction du dossier sans papier dans *l'administration judiciaire* (GEVER). A cet effet, un nouveau plan de classement pour les affaires de l'administration du tribunal a été élaboré durant l'exercice écoulé et le programme de test a été déterminé.

Dans le cadre de l'audit mené au sein des services du Tribunal fédéral, la Commission administrative a aussi fait contrôler la stratégie informatique par un expert externe. Celui-ci a présenté son rapport le 4 décembre. Le rapport d'audit considère la stratégie actuelle du Tribunal fédéral, basée sur l'open source, comme durable et sûre; l'expert ne juge pas opportun un changement vers des solutions propriétaires, notamment pour des raisons de coûts. Il a formulé quelques recommandations, qui seront examinées ultérieurement.

De plus, la Commission administrative a décidé le 19 septembre, en tenant compte de la lettre de la CdG du 31 mars, de remettre à des conditions très strictes le programme OpenJustitia au Tribunal pénal fédéral pour son propre usage.

Chancellerie

Le nombre de *recours par voie électronique* reste faible et s'est élevé à 45 (année précédente: 38).

Archives

Le projet de digitalisation des anciens arrêts du Tribunal fédéral confié à une entreprise externe a bien avancé.

Information

Au cours de l'année écoulée, le Tribunal fédéral a *publié* 319 arrêts au Recueil officiel des arrêts du Tribunal fédéral (année précédente: 319). Toutes les décisions finales ont été mises en ligne sur internet afin de garantir la transparence de la jurisprudence. Les dispositifs des jugements ont été mis à disposition du public dans le hall d'entrée du Tribunal fédéral à Lausanne, dans 57 cas anonymisés. Ces derniers concernaient principalement l'aide aux victimes d'infractions en matière pénale, spécialement en cas de délits sexuels, ainsi que quelques cas touchant des mesures de contrainte dans le cadre d'une procédure pénale ou d'autres aspects du droit à la protection de la personnalité.

Le Tribunal fédéral a diffusé 55 *communiqués de presse* sur sa jurisprudence (année précédente: 61). Un autre communiqué de presse a concerné le rapport de gestion du Tribunal fédéral. Ils ont été mis en ligne sur la page internet du Tribunal fédéral. Ce dernier a diffusé ces communiqués de presse également sur Twitter. Le Tribu-

nal fédéral a en outre mis en ligne sur sa page internet des séquences filmées de l'ouverture de l'audience et du prononcé de la décision de deux délibérations publiques.

Relations avec les tribunaux cantonaux

Le 27 octobre, le Tribunal fédéral a organisé à son siège à Lausanne la *conférence annuelle sur la justice* avec les Cours suprêmes cantonales. Le thème central a porté, comme l'année précédente, sur l'introduction du dossier judiciaire numérique et de l'obligation de communiquer par voie électronique avec les utilisateurs professionnels (voir à ce sujet ci-dessus, sous informatique). La conférence a également décidé que les tribunaux cantonaux continueront à déterminer eux-mêmes qui prend part à la conférence sur la justice (en principe un participant par canton). La représentation peut également être adaptée en fonction du thème principal de la conférence.

Relations avec la CCDJP

Durant l'année écoulée, les relations avec la CCDJP ont été entretenues dans le cadre du comité mixte au niveau des projets. Ce dernier s'est réuni deux fois durant le deuxième semestre de l'année à la Maison des cantons à Berne afin d'orienter stratégiquement le projet national Justitia 4.0. Les tribunaux sont représentés dans ce comité par les secrétaires généraux du Tribunal fédéral, du Tribunal cantonal du canton de Zurich et du Pouvoir judiciaire du canton de Genève.

Relations avec le Parlement

Les questions habituelles ont été abordées avec les Commissions de gestion et des finances. Le 3 avril, les sous-commissions Tribunaux/MPC du Conseil national et du Conseil des Etats ont examiné les rapports de gestion des tribunaux fédéraux au siège du Tribunal fédéral.

Relations avec les tribunaux étrangers

Le Tribunal fédéral entretient des relations internationales en première ligne avec les Etats voisins et les organisations judiciaires internationales dont le Tribunal fédéral est membre.

Au cours de l'année écoulée, le Tribunal fédéral a présidé, comme l'année précédente, l'Association des Cours constitutionnelles ayant en partage l'usage du français (ACCPUF). Le président du Tribunal fédéral a dirigé les séances du bureau qui ont eu lieu à Rabat et à Paris. Les 20 ans d'existence de l'ACCPUF ont été célébrés les 15 et 16 novembre à Paris dans les locaux du Conseil constitutionnel français lors d'une cérémonie officielle et d'un

congrès portant sur des questions concernant la rédaction des jugements. Le Tribunal fédéral a en outre pris part à divers congrès et conférences à l'étranger, notamment au XVII^e congrès de la Conférence des Cours constitutionnelles européennes à Batoumi et au congrès de la Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle à Vilnius. Une délégation du Tribunal fédéral a effectué une visite à la Cour AELE à Luxembourg le 6 juillet. Le 29 septembre, une délégation du Tribunal fédéral a rencontré à Strasbourg des représentants de la Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH). Lors de cette rencontre, les discussions ont notamment porté sur les effets de certaines décisions de la CourEDH sur l'ordre juridique suisse.

Le 21 avril, le Tribunal fédéral a reçu une délégation de la Cour suprême de la République populaire de Chine accompagnée de son président, M. Qiang ZHOU et, du 9 au 11 juillet, une délégation de la Cour constitutionnelle autrichienne emmenée par son président, M. Gerhard Holzinger, pour des échanges professionnels.

Finances

Les *comptes* du Tribunal fédéral pour l'exercice écoulé présentent un total de dépenses (investissements inclus) de 93 081 000 francs et un total de recettes de 14 135 000 francs. Le taux de couverture s'élève à 15,2%. Des émoluments judiciaires ont été encaissés pour un montant de 12 731 000 francs. Les pertes effectives s'élèvent à 1 212 000 francs, soit 9,5% des émoluments judiciaires facturés. Le montant de 90 000 francs a pu être encaissé sur des créances amorties précédemment.

| | Montant en CHF |
|-----------------------------------|----------------|
| Dépenses (investissements inclus) | 93 081 000 |
| Recettes | 13 603 000 |

Surveillance des tribunaux de première instance de la Confédération et collaboration avec ceux-ci

Séances

Le 31 mars, le Tribunal fédéral a examiné séparément avec les trois tribunaux de première instance de la Confédération leur rapport de gestion et les comptes 2016, ainsi que le budget 2018. Les questions générales, portant notamment sur divers objets parlementaires ainsi que sur la digitalisation des dossiers judiciaires, ont été abordées en commun. D'autres séances de surveillance ont eu lieu le

13 octobre au Tribunal fédéral des brevets et au Tribunal administratif fédéral à Saint-Gall, ainsi que le 18 octobre au Tribunal pénal fédéral à Bellinzone. Lors des séances d'automne, la Commission administrative du Tribunal fédéral s'est renseignée sur l'informatique actuelle des tribunaux de première instance de la Confédération. Les recommandations du rapport du GRECO du 15 mars 2017 ont aussi fait l'objet d'un échange de vues au sein des tribunaux, dans la mesure où elles concernent ceux-ci (GRECO = Groupe d'Etats contre la corruption, rapport du quatrième cycle d'évaluation: Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs).

Dénonciations en matière de surveillance

Sept nouvelles dénonciations en matière de surveillance ont été déposées, toutes dirigées contre le Tribunal administratif fédéral. Le Tribunal fédéral a traité cinq dénonciations, dont une de l'année précédente.

L'affaire 12T_2/2016 a traité de la question de savoir si la perception d'avances de frais dans le cas de requérants d'asile mineurs non accompagnés aboutissait à un déni de justice, respectivement si elle restreignait de manière inadmissible l'accès à la justice. Le Tribunal fédéral a constaté que sa compétence de surveillance se limite à contrôler si les mécanismes administratifs d'un tribunal de première instance de la Confédération entraînent une restriction excessive et inadmissible de l'accès à la justice. Le Tribunal fédéral a estimé que tel est le cas lorsqu'il s'agit de demandeurs d'asile mineurs non accompagnés. La dénonciation en matière de surveillance a été partiellement admise et le Tribunal administratif fédéral invité à modifier sa pratique en conséquence pour qu'à l'avenir, dans de tels cas, un motif particulier au sens de l'art. 63 al. 4 PA soit admis et qu'il soit dans la règle renoncé à percevoir des avances de frais.

Dans l'affaire 12T_2/2017, le Tribunal fédéral a une nouvelle fois été saisi d'une dénonciation de la Commission fédérale d'estimation du 10^e arrondissement (CFE 10), qui en raison d'une charge de travail exceptionnelle, en particulier en lien avec des demandes d'indemnisation en raison du bruit du trafic aérien dû à l'aéroport de Zurich, se trouve devant des problèmes structurels aigus, de sorte qu'un fonctionnement correct n'est plus garanti. Afin de garantir l'indépendance institutionnelle de la CFE 10 vis-à-vis des expropriants et ainsi une organisation judiciaire conforme à l'Etat de droit et à la Constitution, le Tribunal fédéral a ordonné à la place du Tribunal administratif fédéral, en admettant partiellement la dénonciation en matière de surveillance, que le Tribunal administratif

fédéral devait, jusqu'à l'entrée en vigueur de la révision de la loi sur l'expropriation, avancer à la CFE 10 les frais qui ne peuvent pas être couverts à temps par les avances de frais des expropriants et supporter définitivement pour la Confédération les frais de la CFE 10 qui n'auront pas pu être récupérés dans les procédures d'expropriation.

Collaboration

Les secrétaires généraux des tribunaux se sont rencontrés deux fois à Lucerne et une fois à Bellinzone pour un échange de vue et la coordination de diverses questions entre les tribunaux, notamment la préparation des affaires intéressant les commissions administratives. D'autres thèmes centraux ont porté sur l'informatique des tribunaux, l'introduction du dossier judiciaire électronique et de GEVER, ainsi que sur l'enquête de satisfaction menée pour la première fois par les tribunaux de la Confédération auprès des avocats.

Par ailleurs, des échanges réguliers et constructifs portant essentiellement sur des questions relatives au personnel et aux finances ont eu lieu entre les services des tribunaux.

Rapports de gestion des tribunaux de première instance de la Confédération

Les points suivants tirés des rapports de gestion des tribunaux de première instance de la Confédération méritent notamment d'être mentionnés.

Tribunal pénal fédéral

884 affaires ont été introduites au Tribunal pénal fédéral. Celui-ci a traité 926 affaires. 292 procédures ont été reportées à l'année suivante. La Cour des affaires pénales a statué sur 74 cas; elle a tenu une audience dans 46 affaires.

L'organisation du tribunal est restée inchangée durant l'exercice examiné. Le tribunal a procédé aux préparatifs organisationnels nécessaires pour l'intégration de la nouvelle Cour d'appel.

Tribunal administratif fédéral

7365 affaires ont été introduites au Tribunal administratif fédéral. Celui-ci a tranché 7385 affaires. 5720 procédures ont été reportées à l'année suivante. 37 affaires ont été débattues en séance. En matière d'asile, le tribunal a enregistré 4412 nouvelles affaires et a statué sur 4423 affaires.

Le tribunal s'est préparé aux nouvelles compétences qui lui ont été attribuées dans le cadre de la loi sur le renseignement. Le Secrétariat général s'est donné une nouvelle structure de direction.

Le tribunal propose au législateur une adaptation rédactionnelle de l'art. 23 al. 2 LTAF concernant la compétence du juge unique. Dans la mesure où Swisscom abandonne les prestations analogiques, le Tribunal suggère la suppression de tous les renvois légaux aux transmissions par télécopie, principalement dans la loi sur l'asile. Le tribunal propose en outre d'introduire également dans la loi sur le Tribunal administratif fédéral une disposition correspondante à l'art. 42 al. 6 LTF concernant les mémoires prolixes.

Tribunal fédéral des brevets

34 nouvelles affaires ont été introduites au Tribunal fédéral des brevets. Le tribunal a tranché 24 affaires, dont 14 par transaction. 39 procédures ont été reportées à l'année suivante. Sept procédures ont été menées en anglais, d'un commun accord entre les parties, tant en ce qui concerne les mémoires déposés que les débats oraux.

Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH)

Durant l'exercice écoulé, la Cour européenne des droits de l'homme a enregistré officiellement 266 requêtes contre la Suisse (année précédente: 258) et a rendu 263 décisions concernant notre pays. A la fin de l'année, il y avait 141 affaires pendantes contre la Suisse à Strasbourg.

Le Tribunal fédéral a été invité par l'agent de la Suisse auprès de la Cour à déposer une prise de position dans 13 affaires (année précédente: 12).

Dix requêtes ont donné lieu à un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme. Le Tribunal fédéral et le Tribunal administratif fédéral étaient les dernières instances nationales dans cinq affaires chacun. La Cour a constaté une violation de la Convention par la Suisse dans quatre cas (année précédente: 5).

Dans l'affaire *C.M.*, la Cour a estimé que le tribunal compétent n'avait pas respecté le principe de l'égalité des armes, car les observations de la partie adverse n'avaient été soumises pour réplique au requérant, qui n'était pas représenté par un avocat, que deux jours avant le prononcé du jugement (violation de l'art. 6 par. 1 CEDH).

Dans l'affaire *A.I.*, la Cour a estimé que l'on ne pouvait exclure que le requérant ait, en tant qu'individu et de par ses activités politiques en exil, attiré l'attention des services de renseignements soudanais. Il existait des motifs raisonnables de croire que le requérant risquait d'être détenu, interrogé et torturé à son arrivée à l'aéroport de Khartoum. Un renvoi vers le Soudan constituerait une violation du droit à la vie et de l'interdiction de la torture (violation des art. 2 et 3 CEDH). Dans l'affaire *X*, le renvoi d'un ressortissant sri lankais d'origine tamoule, ayant demandé l'asile en Suisse en déclarant qu'il était membre des Tigres de libération de l'Eelam Tamoul, a également constitué une violation de l'interdiction de la torture en raison du risque de mauvais traitements (violation de l'art. 3 CEDH).

Dans l'affaire *Mercan et autres*, la Cour a jugé de manière analogue au cas précédent *Perinçek*, qu'une condamnation pénale pour avoir contesté l'existence du génocide arménien, s'agissant des massacres commis en 1915, constituait une violation du droit à la liberté d'expression (violation de l'art. 10 CEDH).

Dans l'arrêt *Osmanoglu et Kocabas*, la Cour a considéré que l'intérêt public consistant à suivre intégralement le programme scolaire obligatoire et permettant une intégration sociale selon les mœurs et coutumes locales primait sur l'intérêt privé des requérants de voir leurs filles dispensées des cours de natation mixtes pour des motifs religieux (non-violation de l'art. 9 CEDH).

2. INDICATIONS À L'INTENTION DU LÉGISLATEUR

Commission administrative

La Commission administrative s'est prononcée dans le cadre d'une procédure pénale pendante devant le Tribunal pénal fédéral. Elle a statué sur requête du président du Tribunal pénal fédéral et à la place de la Commission administrative de ce tribunal qui se trouvait en situation de récusation. Ainsi, par décision du 13 juillet, la Commission administrative a délié le président du Tribunal pénal fédéral de son secret de fonction en relation avec la procédure pénale préliminaire ouverte à son encontre. Dans ce contexte est apparue une certaine problématique concernant la pratique des commissions parlementaires compétentes. Lorsque la procédure d'autorisation nécessaire pour ouvrir une poursuite pénale contre un magistrat ou un fonctionnaire judiciaire n'est pas engagée au début de la procédure pénale préliminaire et qu'elle est menée uniquement à la demande de l'autorité de poursuite pénale, et non pas à la demande du magistrat ou du fonctionnaire judiciaire concerné, la procédure d'autorisation risque, dans de tels cas, de perdre son sens et de ne pas atteindre le but recherché (cf. à ce sujet la décision du Tribunal pénal fédéral BB.2016.367).

Cours

Durant l'année passée sous revue, le Tribunal fédéral n'a pas, dans sa jurisprudence, traité d'affaires qui mériteraient d'être communiquées au législateur dans le cadre de la coopération horizontale entre pouvoirs étatiques dont l'objectif est de permettre de tirer des conclusions pour l'activité législative.

3. STATISTIQUES

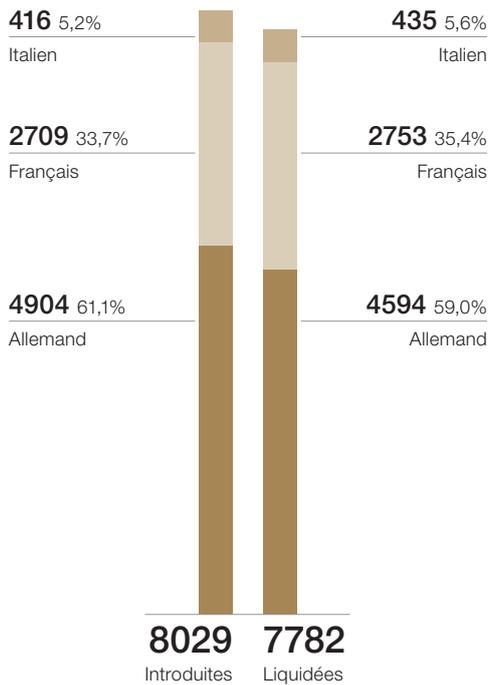
3.1 Nature et nombre des affaires

| | Affaires | | | | | | Issue du procès | | | | | |
|---------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------|-------------------------|------------------|-----------------|----------------|-------------|------------------------|------------|--------------|
| | Introduites en 2016 ¹ | Liquidées en 2016 ¹ | Reportées de 2016 ¹ | Introduites en 2017 | Liquidées en 2017 | Reportées à 2018 | Radiation | Irrecevabilité | Rejet refus | Admission autorisation | Renvoi | Constatation |
| Contestations de droit public | | | | | | | | | | | | |
| Recours en matière de droit public | 3519 | 3719 | 1334 | 3643 | 3417 | 1560 | 122 | 1095 | 1581 | 512 | 106 | 1 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 379 | 370 | 55 | 433 | 429 | 59 | 6 | 344 | 71 | 8 | - | - |
| Actions | 2 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | - | - | 1 | - | - | - |
| Demandes de révision, etc. | 103 | 104 | 14 | 102 | 101 | 15 | 8 | 50 | 39 | 4 | - | - |
| Total | 4003 | 4195 | 1404 | 4179 | 3948 | 1635 | 136 | 1489 | 1692 | 524 | 106 | 1 |
| Affaires civiles et recours LP | | | | | | | | | | | | |
| Recours en matière civile | 1725 | 1684 | 608 | 1725 | 1748 | 585 | 80 | 756 | 715 | 195 | - | 2 |
| Actions | - | - | - | 1 | 1 | - | - | 1 | - | - | - | - |
| Demandes de révision, etc. | 47 | 48 | 2 | 60 | 56 | 6 | 4 | 30 | 21 | 1 | - | - |
| Total | 1772 | 1732 | 610 | 1786 | 1805 | 591 | 84 | 787 | 736 | 196 | 0 | 2 |
| Affaires pénales | | | | | | | | | | | | |
| Recours en matière pénale | 1933 | 1846 | 733 | 2029 | 1996 | 766 | 68 | 734 | 867 | 324 | 1 | 2 |
| Demandes de révision, etc. | 36 | 35 | 6 | 28 | 28 | 6 | - | 24 | 3 | 1 | - | - |
| Total | 1969 | 1881 | 739 | 2057 | 2024 | 772 | 68 | 758 | 870 | 325 | 1 | 2 |
| Autres affaires | | | | | | | | | | | | |
| Juridiction non contentieuse | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Recours en matière de surveillance | 3 | 2 | 2 | 7 | 5 | 4 | - | 2 | 1 | 2 | - | - |
| Recours à la commission de recours | 1 | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Demandes de révision, etc. | - | - | 2 | - | - | 2 | - | - | - | - | - | - |
| Total | 5 | 4 | 4 | 7 | 5 | 6 | 0 | 2 | 1 | 2 | 0 | 0 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 7749 | 7812 | 2757 | 8029 | 7782² | 3004 | 288 | 3036 | 3299 | 1047 | 107 | 5 |

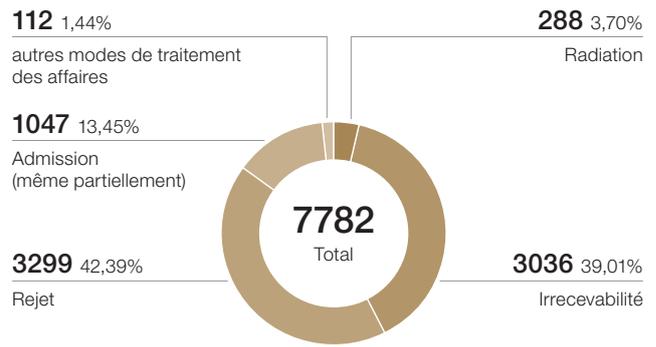
¹ Les petites différences avec les chiffres indiqués dans le précédent rapport de gestion sont dues à des modifications ultérieures (jonctions et disjonctions de causes, etc.)

² En plus: 13 procédures de consultation CEDH

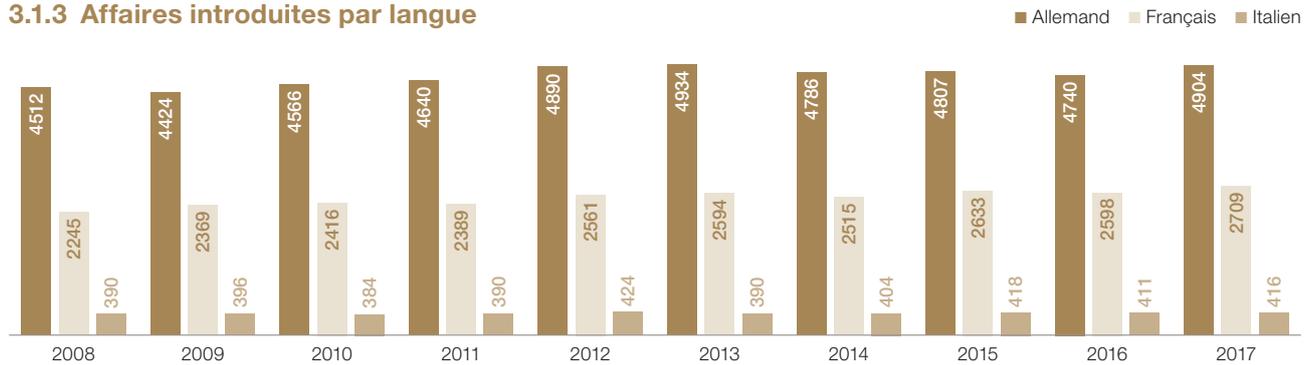
3.1.1 Affaires par langue en 2017



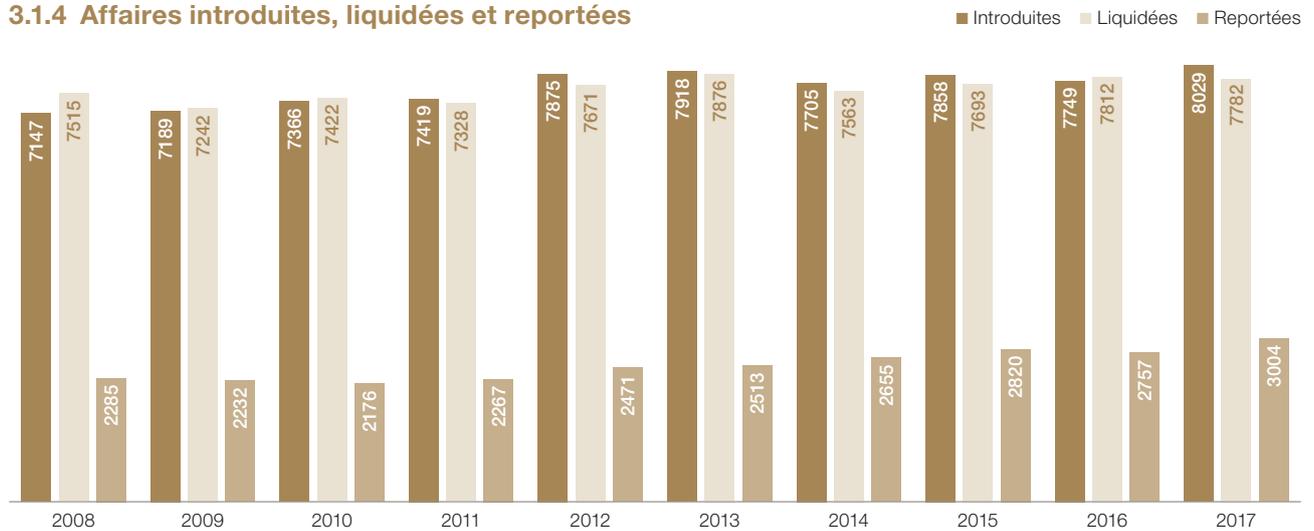
3.1.2 Modes de liquidation en 2017



3.1.3 Affaires introduites par langue

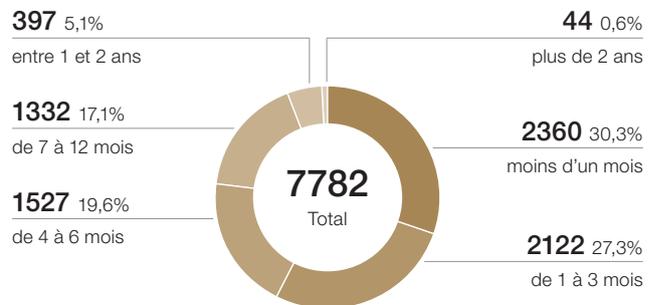


3.1.4 Affaires introduites, liquidées et reportées



3.2 Durée des affaires

| | Moins d'un mois | de 1 à 3 mois | de 4 à 6 mois | de 7 à 12 mois | entre 1 et 2 ans | plus de 2 ans | Liquidées au total en 2017 |
|---------------------------------------|-----------------|---------------|---------------|----------------|------------------|---------------|----------------------------|
| Contestations de droit public | | | | | | | |
| Recours en matière de droit public | 897 | 960 | 750 | 577 | 210 | 23 | 3417 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 306 | 71 | 29 | 20 | 3 | – | 429 |
| Actions | – | 1 | – | – | – | – | 1 |
| Demandes de révision, etc. | 62 | 27 | 7 | 4 | 1 | – | 101 |
| Total | 1265 | 1059 | 786 | 601 | 214 | 23 | 3948 |
| Affaires civiles et recours LP | | | | | | | |
| Recours en matière civile | 589 | 402 | 418 | 276 | 59 | 4 | 1748 |
| Actions | – | 1 | – | – | – | – | 1 |
| Demandes de révision, etc. | 31 | 20 | 5 | – | – | – | 56 |
| Total | 620 | 423 | 423 | 276 | 59 | 4 | 1805 |
| Affaires pénales | | | | | | | |
| Recours en matière pénale | 464 | 624 | 317 | 452 | 122 | 17 | 1996 |
| Demandes de révision, etc. | 11 | 13 | – | 3 | 1 | – | 28 |
| Total | 475 | 637 | 317 | 455 | 123 | 17 | 2024 |
| Autres affaires | | | | | | | |
| Recours en matière de surveillance | – | 3 | 1 | – | 1 | – | 5 |
| Total | 0 | 3 | 1 | 0 | 1 | 0 | 5 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 2360 | 2122 | 1527 | 1332 | 397 | 44 | 7782 |



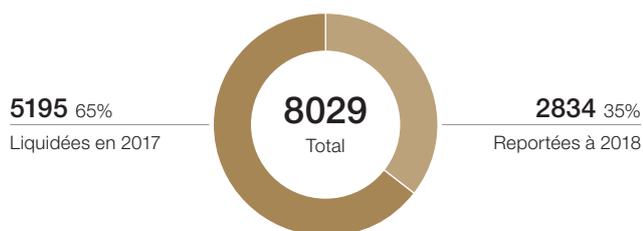
3.2.1 Durée moyenne et maximale des affaires

| | Affaires liquidées Durée moyenne en jours | | | Affaires liquidées Durée maximale en jours | | Affaires reportées | |
|---------------------------------------|--|-----------------------|-------------------|--|-----------------------|---------------------------|----------------------------|
| | pour la décision | pour la confection | pour le procès | pour la décision | pour la confection | Durée moyenne en jours | Durée maximale en jours |
| Contestations de droit public | | | | | | | |
| Recours en matière de droit public | 142 | 13 | 156 | 2184 | 296 | 151 | 1091 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 44 | 10 | 55 | 565 | 73 | 91 | 434 |
| Actions | 37 | 9 | 46 | 37 | 9 | 1015 | 1015 |
| Demandes de révision, etc. | 46 | 11 | 57 | 393 | 31 | 214 | 1280 |
| Moyenne | 129 | 13 | 142 | | | 150 | |
| Affaires civiles et recours LP | | | | | | | |
| Recours en matière civile | 119 | 16 | 135 | 1918 | 130 | 133 | 1670 |
| Actions | 43 | 8 | 51 | 43 | 8 | – | – |
| Demandes de révision, etc. | 42 | 11 | 54 | 201 | 79 | 84 | 152 |
| Moyenne | 116 | 15 | 132 | | | 133 | |
| Affaires pénales | | | | | | | |
| Recours en matière pénale | 150 | 9 | 159 | 1270 | 91 | 124 | 1274 |
| Demandes de révision, etc. | 75 | 6 | 81 | 415 | 11 | 48 | 94 |
| Moyenne | 149 | 8 | 158 | | | 124 | |
| Autres affaires | | | | | | | |
| Recours en matière de surveillance | 143 | 10 | 153 | 385 | 23 | 165 | 464 |
| Demandes de révision, etc. | – | – | – | – | – | 3140 | 3952 |
| Moyenne | 143 | 10 | 153 | | | 1157 | |
| MOYENNE TOTALE | 131 | 12 | 144 | | | 142 | |

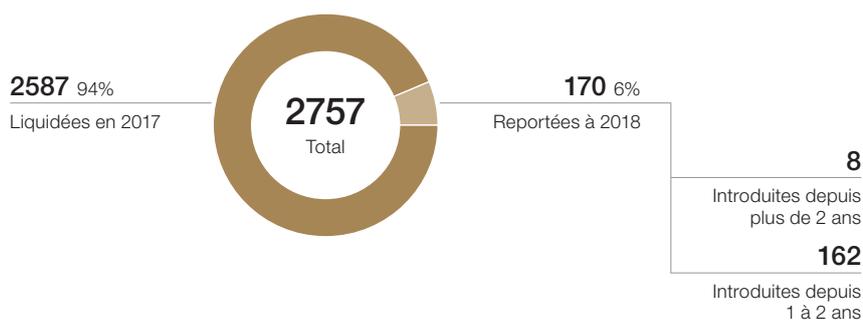
3.3 Quotients de liquidation

| | Liquidation des nouvelles entrées (Q1) | | | Liquidation des affaires reportées (Q2) | | | Rapport entre les affaires liquidées et introduites (Q3) | |
|--------------------------------------|--|------------------------|-----------------------|---|------------------------|-----------------------|--|-------------------|
| | Introduites en 2017 | dont liquidées en 2017 | dont reportées à 2018 | Reportées de 2016 | dont liquidées en 2017 | dont reportées à 2018 | Introduites en 2017 | Liquidées en 2017 |
| I ^{er} Cour de droit public | 1322 | 922 (70%) | 400 (30%) | 352 | 328 (93%) | 24 (7%) | 1322 | 1250 (95%) |
| II ^e Cour de droit public | 1168 | 669 (57%) | 499 (43%) | 577 | 490 (85%) | 87 (15%) | 1168 | 1159 (99%) |
| I ^{er} Cour de droit civil | 805 | 508 (63%) | 297 (37%) | 271 | 261 (96%) | 10 (4%) | 805 | 769 (96%) |
| II ^e Cour de droit civil | 1352 | 1047 (77%) | 305 (23%) | 372 | 352 (95%) | 20 (5%) | 1352 | 1399 (103%) |
| Cour de droit pénal | 1500 | 843 (56%) | 657 (44%) | 661 | 638 (97%) | 23 (3%) | 1500 | 1481 (99%) |
| I ^{er} Cour de droit social | 937 | 586 (63%) | 351 (37%) | 243 | 240 (99%) | 3 (1%) | 937 | 826 (88%) |
| II ^e Cour de droit social | 938 | 616 (66%) | 322 (34%) | 279 | 277 (99%) | 2 (1%) | 938 | 893 (95%) |
| Autres | 7 | 4 (57%) | 3 (43%) | 2 | 1 (50%) | 1 (50%) | 7 | 5 (71%) |
| TOTAL | 8029 | 5195 (65%) | 2834 (35%) | 2757 | 2587 (94%) | 170 (6%) | 8029 | 7782 (97%) |

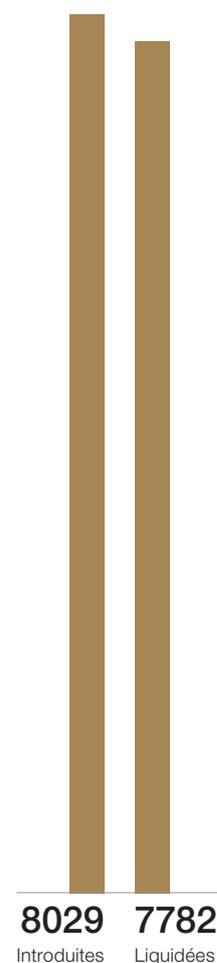
3.3.1 Liquidation des nouvelles entrées (Q1)



3.3.2 Liquidation des affaires reportées (Q2)



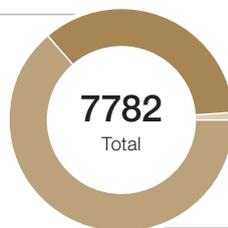
3.3.3 Rapport entre les affaires liquidées et introduites (Q3)



3.4 Modes de liquidation (collège de juges/décision)

| | par un juge unique | par voie de circulation | | | en séance | |
|---------------------------------------|--------------------------|-------------------------|------------|-------------|-----------|-----------|
| | | 3 juges | 5 juges | Total | 5 juges | Total |
| Contestations de droit public | | | | | | |
| Recours en matière de droit public | 1000 | 2061 | 308 | 2369 | 48 | 48 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 340 | 82 | 5 | 87 | 2 | 2 |
| Actions | – | 1 | – | 1 | – | – |
| Demandes de révision, etc. | 9 | 92 | – | 92 | – | – |
| Total | 1349 | 2236 | 313 | 2549 | 50 | 50 |
| Affaires civiles et recours LP | | | | | | |
| Recours en matière civile | 694 | 888 | 157 | 1045 | 9 | 9 |
| Actions | – | – | 1 | 1 | – | – |
| Demandes de révision, etc. | 3 | 52 | 1 | 53 | – | – |
| Total | 697 | 940 | 159 | 1099 | 9 | 9 |
| Affaires pénales | | | | | | |
| Recours en matière pénale | 698 | 1183 | 104 | 1287 | 11 | 11 |
| Demandes de révision, etc. | – | 28 | – | 28 | – | – |
| Total | 698 | 1211 | 104 | 1315 | 11 | 11 |
| Autres affaires | | | | | | |
| Recours en matière de surveillance | – | 5 | – | 5 | – | – |
| Total | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 | 0 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 2744 | 4392 | 576 | 4968 | 70 | 70 |

2744 35,3%
par un juge unique



70 0,9%
en séance

70 100%
5 juges

4968 63,8%
par voie de circulation

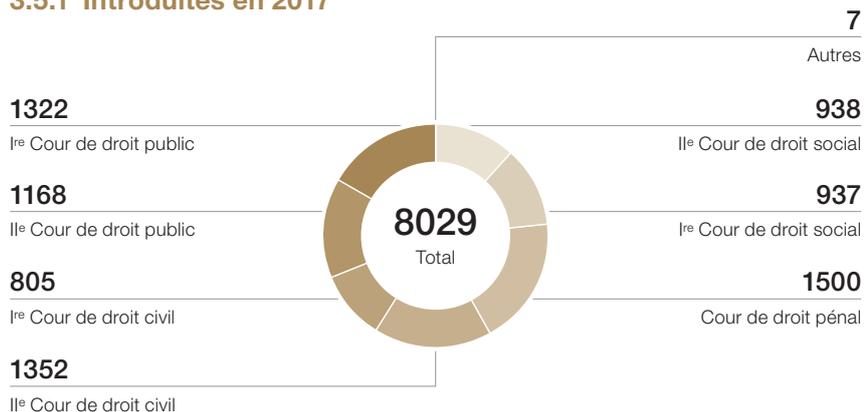
4392 88,4%
3 juges

576 11,6%
5 juges

3.5 Répartition des affaires entre les cours, par catégories

| | Reportées de 2016 | Introduites en 2017 | Liquidées en 2017 | Reportées à 2018 |
|---|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| I^{re} Cour de droit public | | | | |
| Recours en matière de droit public | 264 | 708 | 646 | 326 |
| Recours en matière pénale | 78 | 557 | 543 | 92 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 4 | 7 | 8 | 3 |
| Demandes de révision, etc. | 6 | 50 | 53 | 3 |
| Total | 352 | 1322 | 1250 | 424 |
| II^e Cour de droit public | | | | |
| Recours en matière de droit public | 557 | 1092 | 1085 | 564 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 13 | 51 | 52 | 12 |
| Actions | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Demandes de révision, etc. | 6 | 24 | 21 | 9 |
| Total | 577 | 1168 | 1159 | 586 |
| I^{re} Cour de droit civil | | | | |
| Recours en matière civile | 259 | 671 | 647 | 283 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 11 | 102 | 92 | 21 |
| Demandes de révision, etc. | 1 | 32 | 30 | 3 |
| Total | 271 | 805 | 769 | 307 |
| II^e Cour de droit civil | | | | |
| Recours en matière civile | 349 | 1054 | 1101 | 302 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 22 | 267 | 270 | 19 |
| Actions | – | 3 | 2 | 1 |
| Demandes de révision, etc. | 1 | 28 | 26 | 3 |
| Total | 372 | 1352 | 1399 | 325 |
| Cour de droit pénal | | | | |
| Recours en matière pénale | 655 | 1472 | 1453 | 674 |
| Demandes de révision, etc. | 6 | 28 | 28 | 6 |
| Total | 661 | 1500 | 1481 | 680 |
| I^{re} Cour de droit social | | | | |
| Recours en matière de droit public | 235 | 916 | 805 | 346 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 5 | 6 | 7 | 4 |
| Demandes de révision, etc. | 3 | 15 | 14 | 4 |
| Total | 243 | 937 | 826 | 354 |
| II^e Cour de droit social | | | | |
| Recours en matière de droit public | 278 | 925 | 880 | 323 |
| Demandes de révision, etc. | 1 | 13 | 13 | 1 |
| Total | 279 | 938 | 893 | 324 |
| Autres | | | | |
| Recours à la commission administrative en matière de surveillance | 2 | 7 | 5 | 4 |
| Total | 2 | 7 | 5 | 4 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 2757 | 8029 | 7782 | 3004 |

3.5.1 Introduites en 2017



3.5.2 Liquidées en 2017



3.5.3 Reportées à 2018



3.6 Répartition des affaires entre les cours (5 ans)

| | Introduites | | | | | Liquidées | | | | |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
| I^{re} Cour de droit public | | | | | | | | | | |
| Recours en matière de droit public | 915 | 634 | 665 | 610 | 708 | 935 | 637 | 643 | 652 | 646 |
| Recours en matière pénale | 464 | 426 | 452 | 500 | 557 | 536 | 458 | 435 | 492 | 543 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 3 | 9 | 7 | 6 | 7 | 5 | 7 | 9 | 3 | 8 |
| Actions | – | – | 1 | – | – | – | – | 1 | – | – |
| Demandes de révision, etc. | 42 | 54 | 41 | 44 | 50 | 40 | 53 | 43 | 44 | 53 |
| Total | 1424 | 1123 | 1166 | 1160 | 1322 | 1516 | 1155 | 1131 | 1191 | 1250 |
| II^e Cour de droit public | | | | | | | | | | |
| Recours en matière de droit public | 1230 | 1191 | 1156 | 1187 | 1092 | 1164 | 1127 | 1189 | 1161 | 1085 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 61 | 71 | 75 | 55 | 51 | 63 | 69 | 75 | 51 | 52 |
| Actions | 2 | 1 | 2 | 2 | 1 | 1 | 3 | 1 | 2 | 1 |
| Demandes de révision, etc. | 30 | 25 | 24 | 30 | 24 | 29 | 28 | 23 | 27 | 21 |
| Total | 1323 | 1288 | 1257 | 1274 | 1168 | 1257 | 1227 | 1288 | 1241 | 1159 |
| I^{re} Cour de droit civil | | | | | | | | | | |
| Recours en matière civile | 628 | 715 | 705 | 731 | 671 | 675 | 672 | 694 | 746 | 647 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 84 | 105 | 84 | 90 | 102 | 80 | 96 | 99 | 91 | 92 |
| Actions | 4 | 1 | 1 | – | – | 4 | – | 2 | – | – |
| Demandes de révision, etc. | 23 | 20 | 17 | 27 | 32 | 21 | 21 | 21 | 26 | 30 |
| Total | 739 | 841 | 807 | 848 | 805 | 780 | 789 | 816 | 863 | 769 |
| II^e Cour de droit civil | | | | | | | | | | |
| Recours en matière civile | 984 | 1020 | 1038 | 994 | 1054 | 956 | 992 | 1026 | 938 | 1101 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 235 | 208 | 239 | 222 | 267 | 233 | 210 | 230 | 221 | 270 |
| Actions | 1 | – | 1 | – | 3 | 1 | 1 | 1 | – | 2 |
| Demandes de révision, etc. | 24 | 27 | 15 | 20 | 28 | 27 | 25 | 14 | 22 | 26 |
| Total | 1244 | 1255 | 1293 | 1236 | 1352 | 1217 | 1228 | 1271 | 1181 | 1399 |
| Cour de droit pénal | | | | | | | | | | |
| Recours en matière pénale | 1253 | 1256 | 1343 | 1433 | 1472 | 1064 | 1247 | 1246 | 1354 | 1453 |
| Demandes de révision, etc. | 27 | 29 | 36 | 36 | 28 | 22 | 23 | 44 | 35 | 28 |
| Total | 1280 | 1285 | 1379 | 1469 | 1500 | 1086 | 1270 | 1290 | 1389 | 1481 |
| I^{re} Cour de droit social | | | | | | | | | | |
| Recours en matière de droit public | 923 | 940 | 954 | 858 | 916 | 952 | 937 | 970 | 957 | 805 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 10 | 7 | 4 | 6 | 6 | 4 | 12 | 4 | 3 | 7 |
| Demandes de révision, etc. | 18 | 13 | 21 | 16 | 15 | 23 | 8 | 23 | 18 | 14 |
| Total | 951 | 960 | 979 | 880 | 937 | 979 | 957 | 997 | 978 | 826 |
| II^e Cour de droit social | | | | | | | | | | |
| Recours en matière de droit public | 937 | 926 | 956 | 864 | 925 | 1018 | 913 | 879 | 949 | 880 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 1 | 1 | 2 | – | – | 1 | – | 2 | 1 | – |
| Demandes de révision, etc. | 16 | 20 | 15 | 13 | 13 | 15 | 19 | 15 | 15 | 13 |
| Total | 954 | 947 | 973 | 877 | 938 | 1034 | 932 | 896 | 965 | 893 |
| Autres | | | | | | | | | | |
| Juridiction non contentieuse | – | – | – | 1 | – | – | – | – | 1 | – |
| Recours à la comm. adm. en matière de surveillance | 3 | 5 | 4 | 3 | 7 | 7 | 4 | 4 | 2 | 5 |
| Recours à la commission de recours | – | 1 | – | 1 | – | – | 1 | – | 1 | – |
| Total | 3 | 6 | 4 | 5 | 7 | 7 | 5 | 4 | 4 | 5 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 7918 | 7705 | 7858 | 7749 | 8029 | 7876 | 7563 | 7693 | 7812 | 7782 |

3.7 Affaires liquidées selon les matières

| | Recours en matière de droit public | Recours constitutionnels subsidiaires | Autres cas LTF | Demandes de revision, etc. | Total |
|--|------------------------------------|---------------------------------------|----------------|----------------------------|-------|
| Droit public et administratif | | | | | |
| 010.00 Droits déduits des art. 8 et 29 Cst. | 5 | - | 1 | - | 6 |
| 010.90 Autres recours pour violation de l'interdiction de l'arbitraire | - | - | - | - | - |
| 011.00 Liberté personnelle, protection de la sphère privée, dignité humaine sauf recours en matière de détention | 6 | - | - | - | 6 |
| 012.00 Liberté de réunion, d'association et liberté syndicale | 2 | - | - | - | 2 |
| 013.00 Liberté d'opinion (au sens large) et de religion | 2 | - | 2 | - | 4 |
| 014.00 Droit de cité, liberté d'établissement, police des étrangers, droit d'asile | 417 | 26 | - | 8 | 451 |
| 014.10 Droit de cité | 13 | 7 | - | 1 | 21 |
| 014.20 Liberté d'établissement | 1 | - | - | - | 1 |
| 014.30 Droit des étrangers | 403 | 19 | - | 7 | 429 |
| 015.00 Responsabilité de l'Etat | 16 | 1 | 1 | - | 18 |
| 016.00 Droits politiques | 38 | - | - | - | 38 |
| 017.00 Droit de la fonction publique | 54 | 6 | - | 1 | 61 |
| 018.00 Autonomie communale | 7 | - | - | - | 7 |
| 019.00 Autres droits fondamentaux | - | - | - | - | - |
| 020.00 Garantie de la propriété | 4 | - | - | - | 4 |
| 021.00 Surveillance des fondations | - | - | - | - | - |
| 022.00 Propriété foncière rurale (sans le droit des successions) | 5 | - | - | - | 5 |
| 023.00 Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger | 6 | - | - | - | 6 |
| 023.99 Registres publics | - | 1 | 4 | 1 | 6 |
| 030.00 Procédure civile | - | - | - | - | - |
| 031.00 Procédure pénale | - | - | - | - | - |
| 032.00 Procédure administrative | 34 | - | - | 3 | 37 |
| 033.00 Compétence, garantie du juge du domicile et du juge naturel | 6 | - | 72 | 11 | 89 |
| 034.00 Exécution forcée | - | - | - | - | - |
| 035.00 Arbitrage | - | - | - | - | - |
| 036.00 Extradition | 30 | - | - | 1 | 31 |
| 037.00 Entraide judiciaire | 109 | - | - | 1 | 110 |
| 038.00 Droit pénal cantonal et droit pénal administratif | - | - | - | - | - |
| 039.99 Ecole, science et recherche | 67 | 7 | - | - | 74 |
| 043.99 Langue, art et culture | 2 | - | - | 1 | 3 |
| 045.99 Protection de la nature, du paysage et des animaux | 5 | - | - | - | 5 |
| 050.00 Défense nationale | 4 | - | - | - | 4 |
| 060.00 Subventions | 3 | - | - | - | 3 |
| 061.00 Douanes | 5 | - | - | - | 5 |
| 062.00 Impôts directs | 306 | 8 | - | 6 | 320 |
| 063.00 Droits de timbre | - | - | - | - | - |
| 064.00 Impôts indirects | 8 | - | - | - | 8 |
| 065.00 Impôt anticipé | 16 | - | - | 1 | 17 |
| 066.00 Taxe militaire | 1 | - | - | - | 1 |
| 067.00 Double imposition | - | - | - | 1 | 1 |
| 068.00 Autres contributions publiques | 40 | 1 | - | 1 | 42 |
| 069.00 Exonération fiscale et remise d'impôt | 3 | 6 | - | - | 9 |
| 070.00 Aménagement du territoire | 92 | - | - | 5 | 97 |
| 071.00 Remembrement | 2 | - | - | - | 2 |
| 072.00 Droit cantonal des constructions | 138 | - | - | 3 | 141 |
| 073.00 Expropriation | 16 | - | - | - | 16 |
| 074.00 Energie | 6 | - | - | - | 6 |
| 075.00 Routes (y compris circulation routière) | 113 | - | 1 | 2 | 116 |
| 076.00 Ouvrages publics de la Confédération (planification, construction et fonctionnement) | 3 | - | - | - | 3 |
| 077.00 Navigation aérienne (sauf installations) | 1 | - | - | 1 | 2 |
| 078.00 Postes et télécommunications | - | - | - | - | - |
| 079.00 Radio et télévision | 5 | - | - | - | 5 |
| 079.90 Santé | 7 | - | - | - | 7 |

| | Recours en matière de droit public | Recours constitutionnels subsidiaires | Autres cas LTF | Demandes de revision, etc. | Total |
|---|------------------------------------|---------------------------------------|----------------|----------------------------|-------------|
| 080.00 Professions sanitaires | 6 | 1 | - | - | 7 |
| 081.00 Protection de l'équilibre écologique | 27 | - | - | - | 27 |
| 082.00 Lutte contre les maladies | 1 | - | - | - | 1 |
| 083.00 Police des denrées alimentaires | - | - | - | - | - |
| 084.00 Législation du travail | 20 | - | - | - | 20 |
| 085.00 Assurances sociales | 1544 | - | 1 | 25 | 1570 |
| 085.01 Assurance sociale, partie générale | 1 | - | - | - | 1 |
| 085.10 Assurance vieillesse et survivants | 106 | - | - | 2 | 108 |
| 085.30 Assurance-invalidité | 761 | - | - | 7 | 768 |
| 085.40 Prestation complémentaire à l'AVS/AI | 90 | - | - | 3 | 93 |
| 085.50 Prévoyance professionnelle | 83 | - | - | 1 | 84 |
| 085.70 Assurance-maladie | 102 | - | 1 | 2 | 105 |
| 085.80 Assurance-accidents | 259 | - | - | 7 | 266 |
| 085.90 Assurance militaire | 7 | - | - | 1 | 8 |
| 085.95 Allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité | 3 | - | - | - | 3 |
| 086.00 Allocations familiales et assurance sociale cantonale | 17 | - | - | 1 | 18 |
| 086.20 Assurance-chômage | 115 | - | - | 1 | 116 |
| 087.00 Encouragement à la constr. et à l'accession à la propriété | - | - | - | - | - |
| 088.00 Aide sociale | 84 | 1 | - | 1 | 86 |
| 090.00 Economie (droit public, à titre subsidiaire) | 45 | 8 | - | - | 53 |
| 091.00 Professions libérales | 18 | 1 | - | 1 | 20 |
| 092.00 Surveillance des prix | - | - | - | - | - |
| 093.00 Agriculture | 4 | - | - | - | 4 |
| 093.99 Forêts, chasse et pêche | 3 | - | - | - | 3 |
| 095.99 Commerce, crédit et assurance privée | 9 | - | - | 2 | 11 |
| 099.00 Commerce extérieur, garantie contre les risques à l'exportation | - | - | - | - | - |
| Total droit public et administratif | 3345 | 67 | 82 | 76 | 3570 |

| | Recours en matière civile | Recours constitutionnels subsidiaires | Demandes de révision, etc. | Total |
|---|------------------------------|---|-------------------------------|-------------|
| Droit privé | | | | |
| 100.01 Droit des personnes | 17 | 1 | – | 18 |
| 101.00 Protection de la personnalité | 13 | 1 | – | 14 |
| 102.00 Droit au nom | 1 | – | – | 1 |
| 103.00 Associations | – | – | – | – |
| 104.00 Fondations | 2 | – | – | 2 |
| 105.00 Autres problèmes | 1 | – | – | 1 |
| 109.90 Droit de la famille | 574 | 21 | 8 | 603 |
| 110.00 Mariage (y compris nullité du mariage) | 1 | – | – | 1 |
| 111.00 Divorce et séparation de corps | 134 | 13 | 1 | 148 |
| 111.01 Divorce et séparation de corps (urgent) | 40 | – | – | 40 |
| 112.00 Effets du mariage et régimes matrimoniaux | 11 | 1 | – | 12 |
| 112.01 Effets du mariage et régimes matrimoniaux (urgent) | 75 | 2 | – | 77 |
| 113.00 Rapport de filiation | 138 | 2 | 3 | 143 |
| 113.01 Rapport de filiation (urgent) | 33 | – | 1 | 34 |
| 114.00 Tutelle | 74 | 3 | 3 | 80 |
| 114.01 Tutelle (urgent) | 6 | – | – | 6 |
| 115.00 Autres problèmes | 17 | – | – | 17 |
| 115.01 Autres problèmes (urgent) | 45 | – | – | 45 |
| 119.90 Droit des successions | 67 | 5 | 2 | 74 |
| 120.00 Les héritiers et les dispositions pour cause de mort | 22 | – | – | 22 |
| 121.00 Dévolution de la succession | 29 | 3 | 2 | 34 |
| 122.00 Partage | 16 | 2 | – | 18 |
| 123.00 Partage succession d'entreprise agricole et de la propriété foncière rurale | – | – | – | – |
| 129.90 Droits réels | 67 | 20 | 4 | 91 |
| 130.00 Propriété foncière et propriété mobilière | 31 | 9 | 2 | 42 |
| 131.00 Servitudes | 10 | 7 | – | 17 |
| 132.00 Gage immobilier et gage mobilier | 9 | 1 | 2 | 12 |
| 133.00 Possession et registre foncier | 16 | 3 | – | 19 |
| 134.00 Autres problèmes | 1 | – | – | 1 |
| 139.90 Droit des obligations | 512 | 89 | 27 | 628 |
| 140.00 Vente, échange, donation | 22 | 3 | 5 | 30 |
| 141.00 Bail et bail à ferme | 139 | 34 | 10 | 183 |
| 141.10 Prêt à usage (contrat de prêt et prêt de consommation) | 23 | 5 | – | 28 |
| 142.00 Contrat de travail | 92 | 10 | 1 | 103 |
| 143.00 Contrat d'entreprise | 44 | 3 | – | 47 |
| 144.00 Mandat | 72 | 22 | 4 | 98 |
| 145.00 Droit des sociétés | 37 | – | 3 | 40 |
| 146.00 Droit des papiers-valeurs | – | – | – | – |
| 147.00 Droit de la responsabilité civile | 35 | 5 | 2 | 42 |
| 148.00 Autres dispositions du droit des obligations | 48 | 7 | 2 | 57 |
| 150.00 Droit des contrats d'assurances | 46 | 5 | 1 | 52 |
| 160.00 RC pour chemin de fer, installation électrique, transport par conduite et énergie nucléaire | – | – | – | – |
| 169.90 Propriété intellectuelle et protection des données | 18 | 3 | 1 | 22 |
| 170.00 Protection des marques, du design et des variétés végétales | 9 | 1 | – | 10 |
| 171.00 Brevets d'invention | 5 | – | – | 5 |
| 172.00 Droit d'auteur | 1 | – | – | 1 |
| 173.00 Protection des données (y compris principe de la transparence) | 3 | 2 | 1 | 6 |
| 175.00 Concurrence déloyale | 10 | – | – | 10 |
| 176.00 Droit des cartels | – | 6 | – | 6 |
| 190.00 Autres dispositions du droit civil | – | – | – | – |
| 200.00 Poursuites pour dettes et faillites | 374 | 223 | 10 | 607 |
| 220.00 Exécution forcée | – | – | – | – |
| 250.00 Code de procédure civile | 12 | 2 | 3 | 17 |
| 260.00 Arbitrage international | 46 | – | – | 46 |
| Total droit privé | 1743 | 375 | 56 | 2174 |

| | Recours en matière pénale | Recours en matière de surveillance | Demandes de révision, etc. | Total |
|--|---------------------------|------------------------------------|----------------------------|-------------|
| Droit pénal | | | | |
| 300.01 Partie générale du CP | 167 | - | - | 167 |
| 301.00 Fixation de la peine | 52 | - | - | 52 |
| 302.00 Sursis | 19 | - | - | 19 |
| 303.00 Mesures | 54 | - | - | 54 |
| 304.00 Adolescents et jeunes adultes | - | - | - | - |
| 305.10 Répression | 1 | - | - | 1 |
| 305.20 Renonciation à toute peine | - | - | - | - |
| 305.30 Prescription | 1 | - | - | 1 |
| 305.40 Contraventions | 1 | - | - | 1 |
| 305.90 Autres problèmes | 39 | - | - | 39 |
| 309.90 Partie spéciale du CP | 405 | - | 1 | 406 |
| 310.00 Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle | 121 | - | - | 121 |
| 311.00 Infractions contre le patrimoine | 120 | - | - | 120 |
| 311.10 Infractions pénales contre le patrimoine | 114 | - | - | 114 |
| 311.20 Violation du secret de fabrication ou du secret commercial | 1 | - | - | 1 |
| 311.30 Infractions en matière de LP | 5 | - | - | 5 |
| 311.40 Dispositions générales | - | - | - | - |
| 312.00 Infractions contre l'honneur | 35 | - | - | 35 |
| 313.00 Crimes ou délits contre la liberté | 25 | - | - | 25 |
| 314.00 Infractions contre l'intégrité sexuelle | 42 | - | - | 42 |
| 315.00 Faux dans les titres | 12 | - | - | 12 |
| 316.00 Autres infractions | 50 | - | 1 | 51 |
| 319.99 Autres lois pénales | 188 | - | - | 188 |
| 320.00 Dispositions pénales de la LCR | 114 | - | - | 114 |
| 321.00 Dispositions pénales de la loi fédérale sur les stupéfiants | 19 | - | - | 19 |
| 322.00 Dispositions pénales contenues dans d'autres lois fédérales | 54 | - | - | 54 |
| 330.00 Droit pénal administratif | 1 | - | - | 1 |
| 345.00 Code de procédure pénale | 1117 | 45 | 52 | 1214 |
| 347.00 LAVI | - | 15 | - | 15 |
| 349.90 Exécution des peines et des mesures | 43 | - | - | 43 |
| 350.00 Libération conditionnelle | 16 | - | - | 16 |
| 351.00 Autres problèmes | 27 | - | - | 27 |
| Total droit pénal | 1920 | 60 | 53 | 2033 |
| Autres affaires | | | | |
| 390.00 Recours en matière de surveillance | | 5 | | 5 |
| 400.00 Juridiction non contentieuse | | - | | - |
| Total autres affaires | | 5 | | 5 |

TABLEAU COMPARATIF

des données clés du Tribunal fédéral, du Tribunal pénal fédéral, du Tribunal administratif fédéral et du Tribunal fédéral des brevets

| | Tribunal fédéral | Tribunal pénal fédéral | Tribunal administratif fédéral | Tribunal fédéral des brevets |
|---|------------------|------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|
| Membres et collaborateurs (en équivalent temps plein) | | | | |
| Nombre de juges | 38,0 | 14,6 | 69,0 | 3,45 |
| Nombre de greffiers | 132,8 | 20,6 | 198,4 | 1,0 |
| Autres collaborateurs | 148,8 | 23,0 | 115,4 | 1,3 |
| Volume des affaires | | | | |
| Stock au début de l'année | 2 757 | 293 | 5 740 | 29 |
| Nombre d'affaires introduites | 8 029 | 805 | 7 365 | 34 |
| Nombre d'affaires liquidées | 7 782 | 852 | 7 385 | 24 |
| Stock à la fin de l'année | 3 004 | 247 | 5 720 | 39 |
| Durée moyenne de procédure (jours) | 144 | 290 ¹ / 91 ² | 268 | 541 ³ / 108 ⁴ |
| Nombre d'affaires pendantes depuis plus de 2 ans | 44 | 1 | 447 | 2 |
| Q1: taux de liquidation des affaires introduites en 2017 | 65% | 71% | 50% | 38% |
| Q2: taux des affaires reportées des années précédentes et liquidées en 2017 | 94% | 95% | 65% | 38% |
| Q3: proportion des affaires liquidées par rapport aux affaires introduites | 97% | 106% | 100% | 71% |
| Finances | | | | |
| Compte des résultats | | | | |
| Revenus | 14 135 297 | 1 120 801 | 4 086 480 | 672 804 ⁵ |
| Charges | 92 817 458 | 14 515 506 | 79 171 417 | 15 190 014 |
| Charges de personnel | 77 468 297 | 11 058 010 | 67 951 731 | 1 300 157 |
| Charges de biens et services et charges d'exploitation | 15 048 685 | 3 347 723 | 10 911 002 | 233 258 |
| Attribution à des provisions | – | 77 000 | 271 200 | –14 400 |
| Amortissement du patrimoine administratif | 300 476 | 32 773 | 37 484 | – |
| Compte des investissements | | | | |
| Recettes | – | – | – | – |
| Dépenses | 263 885 | – | – | – |
| Immobilisations corporelles et incorporelles, stocks | 263 885 | – | – | – |
| Proportion des revenus + recettes par rapport aux charges + dépenses | 15,19% | 7,72% | 5,16% | 44,29% ⁵ |
| Particularités | | | | |
| Assistance judiciaire | 837 570 | 23 165 | 764 178 | – |
| Charges de biens et services liées à l'informatique | 2 298 376 | 399 377 | 2 574 707 | 114 391 |
| Location de locaux | 6 724 380 | 1 882 220 | 4 031 933 | 64 617 |

¹ Durée de procédure moyenne devant la Cour des affaires pénales

² Durée de procédure moyenne devant la Cour des plaintes

³ Durée moyenne des procédures ordinaires

⁴ Durée moyenne des procédures sommaires

⁵ Sans contributions de l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (IPI; CHF 846210.27)